

“Bruits de botte au palais”

■ Face au phénomène Vlaams Belang, des francophones se livrent à une compétition en supériorité morale. Déplacé.

Jan De Troyer
Chroniqueur

Vu de Flandre

Les bruits de botte ont-ils résonné dans les couloirs du Palais royal le mardi 28 mai 2019, le jour où le Roi a tendu la main à Tom Van Grieken, le président du Vlaams Belang ? Ce n'est pas la première fois que la francophonie belge voit surgir le spectre du fascisme en Flandre. Et ce ne sera pas la dernière fois. Dresser des barricades contre le fascisme restera la meilleure garantie de succès pour une gauche aux accents populistes. C'est pourquoi, au sud du pays, Bart De Wever sera toujours taxé d'être un héritier de la collaboration. Le pacte de Marrakech a permis à Charles Michel de ranger la N-VA "du mauvais côté de l'histoire". On dirait qu'il y a une compétition en supériorité morale des francophones. Les Flamands la connaissent depuis que la Belgique existe. Faire référence à la collaboration pendant la Seconde Guerre est considéré par beaucoup de Flamands comme une tactique de culpabilisation : la Flandre doit donc expier ses péchés historiques en partageant sa richesse – des transferts financiers de 6 à 7 milliards d'euros par an – sans trop poser de questions sur ce que cet argent devient en Wallonie. Au Sud, on entend les bottes ; au Nord, c'est plutôt la caisse qui résonne.

Remplaçons les rapprochements historiques boiteux par une réflexion sur les raisons qui ont poussé 18 % de l'électorat flamand à voter pour le Vlaams Belang. Il serait intéressant de comprendre pourquoi ce parti d'extrême droite est devenu

le fruit défendu qui séduit la jeunesse flamande. Le Belang a mené sa campagne avant tout sur Facebook. Il a investi plus dans les réseaux sociaux que Salvini et Farage réunis. Il a conquis la jeunesse masculine.

Autre constat : le Vlaams Belang a obtenu 20 % des voix dans des communes rurales de Flandre occidentale qui n'ont jamais vu un Africain. Malheureusement, les migrants marchant le long de l'E40 et ceux errant dans le Westhoek illustrent l'impuissance politique. Et ils font peur. Bien sûr, la position du Vlaams Belang au sujet de la migration est antihumaniste, mais tant qu'il est exclu des responsabilités politiques, ce parti peut vendre des mirages comme le stop migratoire.

Le Belang a gagné plus de voix que la N-VA en a perdu. De braves gens qui votaient SP.A ou CD&V se sont donc tournés vers l'extrême droite. On entend chez eux une révolte contre l'injustice sociale, plus souvent même que des réactions xénophobes. Comme beaucoup d'Européens, ils se sentent menacés par la mondialisation qui ronge leurs emplois et leurs droits sociaux et ils constatent que leur crainte n'est pas prise au sérieux. Ils se sentent outragés quand une élite bien éduquée, qui s'enrichit grâce à cette mondialisation, leur donne des leçons de bonne conduite.

Un exemple : l'ex-commissaire européen Karel De Gucht a déclaré que 800 000 Flamands ont voté pour "un parti dirigé par des fascistes". Il ne le comprendra sans doute pas, mais son discours de solidarité avec les migrants ne convaincra pas

grand-monde. M. De Gucht a refusé de payer l'impôt sur des plus-values d'actions en Bourse et il a essayé de déduire de ses humbles revenus "les pertes d'exploitation" de son domaine en Toscane. Les électeurs du Vlaams Belang ne s'étonneront pas d'entendre l'ex-ministre des Affaires étrangères préconiser de plus grandes économies dans la sécurité sociale. Cela permet au Vlaams Belang de prêcher une sorte d'égoïsme communautaire. "Si nous donnons moins aux étrangers et aux Wallons, on aura assez pour vous aider."

Ce qui nous amène au terrain socio-économique où le Vlaams Belang a été aidé par l'abdication du pouvoir politique. Le poids des dettes publiques et la liberté sauvage des capitaux ont subordonné la politique socio-économique aux marchés financiers, qui sont tout sauf un lieu de démocratie. Très stratégiquement, le nouveau Belang de Tom Van Grieken a repris dans son programme un volet socio-économique truffé de démagogie gauchiste : travailler moins pour plus de pension (le PTB dit la même chose), encore une promesse réservée à ceux qui ne doivent pas la concrétiser.

Va-t-on neutraliser cette maladie de société en créant une colonie de lépreux ? Selon le professeur Vincent de Coorebyter, "le Vlaams Belang se nourrit de la réprobation qui le frappe". Il décèle dans le vote du 26 mai "une volonté de faire un pied de nez à l'establishment médiatique et moral", d'où l'afflux de jeunes électeurs. Mais va-t-on désamorcer la fronde contre l'establishment en la diabolisant ?